

Dépenses gouvernementales

● (1600)

Madame l'Orateur, je me contenterai de réitérer la position du gouvernement à l'égard des dépenses. Cette année, nous avons déjà réduit le budget des dépenses de 967 millions de dollars. Ces coupures ont déjà été approuvées par le cabinet. Le gouvernement veut ainsi faire sa part en fait de restrictions. Nous avons également déclaré que l'an prochain, l'augmentation des effectifs de la Fonction publique sera réduite à 1.5 p. 100. De même, beaucoup d'autres dépenses seront comprimées. Par exemple, l'an prochain nous n'achèterons aucun nouvel ameublement pour les bureaux de l'État ni aucune nouvelle automobile. Nous avons également mentionné que les fonctionnaires ne voyageraient pas en première classe. Et ainsi de suite.

Voilà, en réponse à la demande du chef de l'opposition (M. Stanfield) quelques-unes des choses que nous accomplirons. Nous faisons de notre mieux pour réduire les dépenses. J'aimerais que le chef de l'opposition n'aille pas monter en épingle un poste comme un des plus gros aéroports du monde. Je regrette que le chef de l'opposition ne nous fasse pas quelques suggestions vraiment concrètes à propos des coupures à faire au lieu de nous citer un exemple comme celui-là.

[Français]

Il est très facile, madame le président, dans les circonstances de prononcer des discours comme celui-là. J'aurais cru que l'honorable chef de l'opposition serait beaucoup plus précis et que les députés de l'opposition auraient fait connaître les cas vraiment exceptionnels où il faut donner l'exemple. Mais aucune suggestion n'a été apportée jusqu'ici.

Il serait peut-être opportun, à ce moment-ci, de proposer au chef de l'opposition de commencer à parler avec ses députés pour ne pas que je sois obligé de noter à tous les jours: les députés de son parti qui se lèvent pour demander au gouvernement de faire de nouvelles dépenses. S'ils veulent que nous fassions de nouvelles dépenses, qu'ils le disent, mais qu'on ne se lève pas à toutes les deux semaines pour nous demander de réduire les dépenses. Il n'y a pas une seule journée, madame le président, où des députés de l'opposition que j'ai commencé à énumérer ne se lèvent de leurs sièges pour demander au gouvernement de dépenser des sommes considérables relativement à des projets qui leur tiennent à cœur. Je ne les blâme pas de demander: c'est normal. Mais, quand ils le demandent, ils doivent avoir à l'esprit les conséquences de leurs demandes. Si nous les acceptons, le gouvernement devra augmenter ses dépenses. Si un jour on demande au gouvernement d'augmenter les dépenses on ne doit pas—si on est intellectuellement honnête—se lever le lendemain pour demander de les réduire. On ferait mieux de se décider. Il serait alors possible de les écouter. Mais cela sera difficile aussi longtemps qu'ils tiendront un langage aussi incohérent. Voilà pourquoi, madame le président, le peuple canadien n'est pas beaucoup porté à leur offrir l'occasion de gouverner le pays.

[Traduction]

M. Stanfield: J'invoque le Règlement, madame l'Orateur. Le ministre a prétendu que je l'avais traité de pingre. Il me déçoit. Je le critique souvent mais j'ai toujours constaté qu'il était de bonne foi. Il sait parfaitement bien qu'en lui attribuant pareille épithète, je supposais qu'il saisisrait la plaisanterie, et je suis un peu déçu qu'il en fasse un point de discussion publique.

[M. Chrétien.]

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. La parole est au député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent).

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Madame l'Orateur, j'ai beaucoup prisé l'envolée oratoire du ministre lorsqu'il a blâmé l'opposition officielle de ne pas fournir le détail des réductions budgétaires qu'elle préconise. Si j'ai bien compris—et j'ai écouté très attentivement—telle était la substance de son exposé. Il a développé deux aspects. Sans doute me corrigera-t-il volontiers si je me trompe. Il a tout d'abord blâmé l'opposition officielle de ne pas avoir précisé concrètement les secteurs où, selon elle, il y aurait lieu de réduire les dépenses. Il a ensuite fourni des précisions sur ce que fait le gouvernement. Je consacrerai précisément l'essentiel de mes observations à ce que le gouvernement fait et à ce qu'il ne fait pas. Il a mentionné les réductions opérées par le gouvernement dans son dernier budget. Dans le cours de mon exposé, je parlerai de certaines parties de ce budget et notamment des réductions au chapitre du régime d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation. J'aimerais que le ministre défende sa position à cet égard.

Je voudrais souligner en deuxième lieu que jamais, depuis l'interruption de la session et nulle part dans le Livre blanc, le gouvernement n'a indiqué son intention de pratiquer des coupures dans un programme autre que ceux qu'il a mentionnés le printemps dernier. Je crois savoir que des propositions émanant du ministère des Finances à propos de coupures précises dans les programmes des ministères ont été soumises au ministre pour être ensuite renvoyées au cabinet. On y soutenait que certains programmes n'étaient pas nécessaires et pouvaient donc être mis au rancart ou modifiés. Le fait est que le gouvernement n'a, depuis la reprise de la session cet automne, annoncé aucune coupure dans les programmes de dépenses. Le ministre admettra sans doute qu'il en est bien ainsi.

Au cas où le ministre répondrait à mes critiques par le reproche qu'il a adressé au chef de l'opposition (M. Stanfield), je vais préciser le genre de coupures que l'on devrait, à notre avis, pratiquer dans les programmes de dépenses gouvernementales. Ce faisant, je signale que, selon nous, des coupures globales effectuées uniquement dans le secteur gouvernemental ne suffisent pas, comme certains le prétendent, à remédier aux maux de l'économie. Cependant, il ne fait aucun doute que certains programmes devraient être soit supprimés tout à fait, soit considérablement réduits.

Que propose, entre autres choses, le Nouveau Parti Démocratique? Tout d'abord, nous nous opposons à ce qu'on dépense annuellement des centaines de millions de dollars pour payer les honoraires de particuliers qui font des études pour le gouvernement. Il est presque impossible à un parti d'opposition de savoir ce qui se passe à l'intérieur d'un ministère. Cependant, je ne doute pas que, si le gouvernement était plus strict, il pourrait économiser des centaines de millions de dollars, en partie, mais non entièrement, au ministère des Affaires urbaines. Dans certains cas, des fonctionnaires déjà payés par le gouvernement pourraient faire ce travail. Nous soutenons qu'il faudrait essayer de réduire encore plus les sommes payées à des conseillers extérieurs à la Fonction publique.

Une voix: M. Blakeney ferait bien de suivre ce conseil-là.

M. Broadbent: C'est précisément ce qu'il fait. Il a pris des mesures en ce sens. Nous avons soulevé un second point: la politique du gouvernement en ce qui a trait aux traitements des hauts fonctionnaires est néfaste; leurs